



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
30 mai 2011
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application

Deuxième session

Vienne, 30 mai-3 juin 2011

Projet de rapport

I. Introduction

1. Dans ses résolutions 1/1, 2/1 et 3/1, la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a rappelé l'article 63 de la Convention, en particulier son paragraphe 7, aux termes duquel elle créerait, si elle le jugeait nécessaire, tout mécanisme ou organe approprié pour faciliter l'application effective de la Convention.
2. Dans sa résolution 3/1, la Conférence a adopté les termes de référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption qui figuraient en annexe à la résolution, ainsi que le projet de lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays et le projet d'esquisse des rapports d'examen de pays qui figuraient dans l'appendice de l'annexe, et ont été établis sous leur forme définitive par le Groupe d'examen de l'application à sa première session, tenue à Vienne du 28 juin au 2 juillet 2010.
3. Tel que défini dans la même résolution et conformément au paragraphe 42 des termes de référence du Mécanisme d'examen, le Groupe d'examen de l'application est un groupe intergouvernemental d'États parties à composition non limitée qui fonctionne sous l'autorité de la Conférence et lui fait rapport. La Conférence a décidé qu'il aurait pour fonctions de superviser le processus d'examen afin de recenser les problèmes et les bonnes pratiques et d'examiner les besoins d'assistance technique pour veiller à la bonne application de la Convention. Elle a également décidé qu'il se réunirait au moins une fois par an à Vienne.
4. Toujours dans la même résolution, la Conférence a décidé que le Groupe d'examen de l'application serait chargé du suivi et de la poursuite des travaux entrepris précédemment par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur l'assistance technique.
5. Dans sa résolution 3/4 intitulée "Assistance technique pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption", la Conférence a pris acte des



recommandations du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur l'assistance technique figurant dans le rapport du Secrétariat sur les travaux dudit Groupe de travail¹.

II. Organisation de la réunion

A. Ouverture de la réunion

6. Le Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption a tenu sa deuxième session à Vienne du 30 mai au 3 juin 2011.

7. Les six premières séances étaient présidées par John Brandolino (États-Unis d'Amérique) et les quatre dernières par Eugenio Curia (Argentine). Dans ses observations liminaires, le Président a rappelé la première réunion, tenue du 28 juin au 2 juillet 2010, lors de laquelle le Groupe d'examen de l'application avait établi sous leur forme définitive les lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat, adopté la résolution 1/1 sur les ressources nécessaires au fonctionnement du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption pour l'exercice biennal 2012-2013 et procédé au tirage au sort des États parties qui seraient examinés lors du premier cycle d'examen et des États parties qui feraient office d'examineurs pendant la première année du premier cycle d'examen. Il a également fait référence à la reprise de la première session, tenue du 29 novembre au 1^{er} décembre 2010, lors de laquelle le Groupe avait continué à débattre de questions concernant le processus d'examen et adopté des recommandations sur l'assistance technique.

8. Le Président a invité le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à faire une déclaration liminaire.

9. Le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a souligné l'engagement croissant des États dans la lutte contre la corruption et l'importance des travaux menés par l'Office pour appuyer leurs efforts, et insisté sur le caractère novateur du Mécanisme d'examen. Il a remercié pour leur travail les États parties concernés par les examens de pays pendant la première année et prié les États de continuer à soutenir fermement le Mécanisme d'examen et à œuvrer pour la pleine application de la Convention. Il a estimé que la quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, qui se tiendra prochainement à Marrakech, serait l'occasion idéale de faire le point sur les progrès accomplis au niveau mondial pour ce qui est de prévenir et combattre la corruption en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

10. Le représentant de l'Égypte a fait une déclaration au Groupe, à la lumière des événements survenus récemment, avant le 25 janvier 2011 et depuis lors. Il a fait état de l'expérience nouvelle de son pays dans le domaine du recouvrement des avoirs et salué la coopération que les équipes d'enquête et de poursuites ont reçue à l'étranger. Il a souligné que ces efforts n'étaient pas aisés et a sollicité davantage de coopération et de compréhension de la part des États, notamment entre autorités

¹ CAC/COSP/2009/8.

judiciaires, aux fins d'appliquer pleinement la Convention contre la corruption et de permettre aux pays de tirer le meilleur parti de ses dispositions.

B. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

11. Le 30 mai, le Groupe d'examen de l'application a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la session;
 - b) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
2. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption.
3. Assistance technique.
4. Questions financières et budgétaires.
5. Autres questions.
6. Ordre du jour provisoire de la reprise de la deuxième session du Groupe d'examen de l'application.
7. Adoption du rapport du Groupe d'examen de l'application sur les travaux de sa deuxième session.

C. Participation

12. Les États parties à la Convention suivants étaient représentés à la deuxième session du Groupe d'examen de l'application: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

13. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée.
14. À la reprise de sa première session, le Groupe d'examen de l'application avait décidé que les États signataires et les États dotés du statut d'observateur seraient invités à participer aux débats qu'il était prévu de consacrer aux points de l'ordre du jour relatifs à l'assistance technique et aux questions financières et budgétaires les 1^{er} et 2 juin 2011, respectivement.
15. Les États signataires de la Convention ci-après étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Côte d'Ivoire, Irlande, Japon, République arabe syrienne et République tchèque.
16. Oman, État doté du statut d'observateur, était également représenté.
17. La Palestine, entité ayant une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des Nations Unies, était représentée par un observateur.
18. Toujours à la reprise de sa première session, le Groupe d'examen de l'application avait décidé que les organisations intergouvernementales, les services du Secrétariat, les organes, fonds et programmes de l'ONU, les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies seraient invités à participer aux débats qu'il était prévu de consacrer au point de l'ordre du jour relatif à l'assistance technique le 1^{er} juin et le matin du 2 juin 2011.
19. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs: Académie internationale de lutte contre la corruption, Organisation internationale de police criminelle, Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.
20. Les services du Secrétariat, les organes, fonds et programmes de l'ONU, les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et les autres organismes du système des Nations Unies ci-après étaient représentés par des observateurs: la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et le Basel Institute on Governance.
21. L'Ordre souverain de Malte, entité ayant un bureau d'observateur permanent au Siège, était représenté.